

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 18 Juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVIA

ZI du Petit Parc
rue des Fontenelles - Voie C
78920 Ecquevilly
(site de Vern-sur-Seiche - 5 rue de Nouvoitou)

Références : ud35/2025-281
Code AIOT : 0005519991

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement SEVIA implanté 5 rue de Nouvoitou 35770 VERN-SUR-SEICHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA
- 5 RUE DE NOUVOITOU 35770 VERN-SUR-SEICHE
- Code AIOT : 0005519991
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Types d'effluents / caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 4.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Types d'effluents / caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 4.2.2
4	Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 8.2.1
6	prévention du risque d'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1.2.3
2	documents	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.6.1
7	prévention du risque d'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
8	prévention du risque d'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
9	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1.2.4 I
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 7.1.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'atteler à trouver, au plus tôt, un ou des moyens permettant le respect des valeurs limites d'émission des eaux pluviales.

De plus, il doit s'approprier l'approche de la défense incendie au travers, entre autres choses, la production de l'ensemble des pièces prévues au sein de l'arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Origine géographique des déchets
Prescription contrôlée : Régions Bretagne, Pays de Loire, Centre et Normandie
Constats : L'exploitant a présenté deux registres de suivi de l'origine géographique des déchets. Le premier concerne les départements dits « proches », soit 35, 44, 49 et 53 et le second, les départements dits « éloignés » soit 37, 36, 41 et 18. Tous ces départements relèvent des régions Bretagne ou Pays de la Loire ou Centre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : documents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.6.1
Thème(s) : Situation administrative, documents tenus à la disposition de l'inspection
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : le dossier de demande d'autorisation initial, les plans tenus à jour, les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation, les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a pu constater, au sein du dossier ICPE, la présence de : - l'arrêté préfectoral du 12/04/2017 ; - plans du site (réseaux ; moyens de défense contre l'incendie) ; - analyses d'eau (dont PFAS) ; - analyses sonores ; - la certification Q18.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Types d'effluents / caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant sollicite deux fois par an le passage d'une société afin d'assurer, entre autres, le nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant n'est pas en capacité de constater le remplissage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures du volume des boues lorsqu'il atteint 2/3 de la hauteur utile. > L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le moyen employé permettant de constater le remplissage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures du volume des boues lorsqu'il atteint 2/3 de la hauteur utile.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 8.2.1														
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences modalités auto surveillance qualité des rejets aqueux														
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :														
<table><tr><th colspan="3">Point de rejet n°1</th></tr><tr><th>Paramètres</th><th>Type de suivi</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr><tr><td>MES</td><td rowspan="4">Prélèvement continu d'une demi-heure ou au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure</td><td rowspan="4">Annuelle</td></tr><tr><td>DCO</td></tr><tr><td>DBO5</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td></tr></table>			Point de rejet n°1			Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	MES	Prélèvement continu d'une demi-heure ou au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure	Annuelle	DCO	DBO5	Hydrocarbures totaux
Point de rejet n°1														
Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure												
MES	Prélèvement continu d'une demi-heure ou au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure	Annuelle												
DCO														
DBO5														
Hydrocarbures totaux														
Constats : Par courriel du 23/05/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats de prélèvements effectués les 16/10/2024 et 29/04/2025. La page 2/3 de l'analyse relative au prélèvement du 16/10/2024 est annotée manuscritement « avant déshuileur ». Cette particularité n'apparaît pas sur le rapport d'analyse relative au prélèvement du 29/04/2025. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées qu'il était l'auteur de l'ajout manuscrit. Ce prélèvement spécifique avait pour but de déterminer le bon fonctionnement du débourbeur-déshuileur. Le prélèvement du 16/10/2024 n'ayant pas été réalisé à l'aval du débourbeur-déshuileur, celui-ci n'est donc pas valide afin de déterminer le respect de la périodicité de mesure annuelle. > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats d'analyse du prélèvement aval immédiatement antérieur à celui du 29/04/2025.														
Type de suites proposées : Susceptible de suites														

N° 5 : Types d'effluents / caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 4.2.7													
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales													
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-après :													
<table><tr><th colspan="2">Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1</th></tr><tr><th>Paramètre</th><th>Concentrations instantanées</th></tr><tr><td>MES</td><td>30 mg/l</td></tr><tr><td>DCO</td><td>60 mg/l</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>10 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>5 mg/l</td></tr></table>		Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1		Paramètre	Concentrations instantanées	MES	30 mg/l	DCO	60 mg/l	DBO5	10 mg/l	Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1													
Paramètre	Concentrations instantanées												
MES	30 mg/l												
DCO	60 mg/l												
DBO5	10 mg/l												
Hydrocarbures totaux	5 mg/l												
Constats : Par courriel du 23/05/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats de prélèvements effectués les 16/10/2024 et 29/04/2025. Les résultats d'analyse font apparaître, pour chaque prélèvement, un dépassement des seuils pour l'ensemble des paramètres à l'exception des hydrocarbures totaux, pour des valeurs comprises entre 1,2 et 4 fois le seuil maximal. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé avoir constaté la récurrence de dépassements des seuils maximaux des paramètres. > L'exploitant est mis en demeure <u>L'Inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure</u> de mettre en place tout moyen (technique, organisationnel...) afin de respecter les seuils. A l'issue, il communiquera à l'inspection des installations classées tout élément (procédure, devis signé, planning...) attestant de l'efficacité des moyens mis en place et ce au travers un rapport d'analyses attestant du respect des seuils.													
Type de suites proposées : Avec suites													
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription													
Proposition de délais : 3 mois													

N° 6 : prévention du risque d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie.
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : L'exploitant a constitué des fiches indiquant les procédures générales devant être appliquées en cas d'incendie. Ces fiches sont nécessaires mais non suffisantes pour constituer un plan de défense incendie. > L'exploitant constituera un plan de défense exhaustif.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : prévention du risque d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres.
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
Constats : L'exploitant a réalisé un exercice incendie le 27/06/2025. L'inspection des installations classées a pu en consulter le compte rendu ; celui-ci établissant les points positifs et négatifs. L'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées n'avoir pu réaliser l'exercice incendie avant fin juin 2025 en raison d'un manque de disponibilité des services d'incendie et de secours locaux. > Il est rappelé à l'exploitant que l'exercice incendie ne nécessite pas la présence absolue des services de secours et d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : prévention du risque d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité.
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.
Constats : L'exploitant utilise un logiciel de suivi, interne au groupe VEOLIA, intitulé JASON. Malencontreusement, celui-ci a connu un dysfonctionnement le jour de la visite d'inspection et ce pour l'ensemble du groupe. La responsable QHSE a présenté à l'inspection des installations classées différents messages internes de collaborateurs interrogeant leurs homologues quant à une panne générale et ce depuis le matin du 8 juillet. Le responsable de site a pu présenter une extraction datant du 4 juillet au soir et établissant la présence de 87 tonnes de déchet. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que l'état des déchets stockés devait être mis à jour au moins de manière hebdomadaire et être accessible à tout moment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1.2.4 I
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités des différents stockages
Prescription contrôlée : Aucun stockage ne dépasse la hauteur de 5 mètres.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, la hauteur du stockage ne dépassait pas 4 mètres. Le responsable d'exploitation a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il était techniquement impossible de dépasser 5 mètres en raison de la hauteur maximale de godet du chariot permettant le déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.
Constats : L'installation est ceinte d'une clôture et de portails. La surveillance du site est assurée par le personnel lors des heures d'ouverture et grâce à une télésurveillance lorsque le site est fermé. La télésurveillance est assurée grâce à 5 caméras.
Type de suites proposées : Sans suite